



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/4
29 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1995
7-10 février 1995

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION

Rapport de la vingt-huitième série de réunions communes du Comité
du programme et de la coordination et du Comité administratif de
coordination, tenue le 27 octobre 1994

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 9	2
EXPOSÉ SUCCINCT DE LA PRÉSIDENTE	10	3

I. INTRODUCTION

1. Le 27 octobre 1994, le Comité du programme et de la coordination (CPC) et le Comité administratif de coordination (CAC) ont tenu leur vingt-huitième série de réunions communes au Siège de l'Organisation des Nations Unies, sous la présidence de Mme Agnès Aggrey-Orléans (Ghana), Présidente du CPC.

2. L'ordre du jour provisoire des réunions communes (E/1994/122) a été adopté. Il comprenait le point intitulé : "Redressement économique et développement de l'Afrique".

3. Les participants étaient saisis d'un document d'information (E/1994/123) établi par l'ONU, qui appelait leur attention sur la poursuite de la crise du développement en Afrique et offrait l'occasion de procéder à un dialogue entre les secrétariats intergouvernementaux et interinstitutions au sujet de la question d'une intervention concertée et efficace face à cette crise.

4. Dans son discours d'ouverture, la Présidente a rappelé que la situation économique et sociale catastrophique dans laquelle se trouvait l'Afrique depuis le début des années 80 avait eu pour effet d'accroître la pauvreté absolue qui devrait toucher 304 millions de personnes d'ici la fin du siècle.

5. Elle a appelé l'attention sur le fait que le CPC avait examiné les révisions apportées au Plan d'action, applicable à l'échelle du système, pour le redressement économique et le développement de l'Afrique au cours de la deuxième partie de sa trente-quatrième session¹. Elle a indiqué que, dans le cadre des efforts déployés par l'ONU pour faire face à la situation, le CPC et le CAC avaient tenu des débats distincts sur l'Afrique. Les deux comités avaient accordé la priorité absolue au développement de l'Afrique, et avaient souligné la nécessité de renforcer la coordination et d'accroître les ressources financières en vue d'appliquer efficacement le Plan d'action révisé applicable à l'échelle du système.

6. La Présidente a invité les participants aux réunions communes à conduire leurs travaux dans un esprit de franchise et de probité, en particulier pour ce qui touchait aux problèmes de coordination et d'allocation de ressources visant à financer le Plan d'action.

7. Le Secrétaire général adjoint chargé de la coordination des politiques et du développement durable a indiqué que l'appui apporté par le système des Nations Unies au redressement économique et au développement de l'Afrique était fondé sur les principes contenus dans le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90². Les objectifs et les priorités avaient été définis dans le Plan d'action révisé applicable à l'échelle du système, approuvé par le CPC. Pour sa part, à sa deuxième session ordinaire de 1994, le CAC avait accordé une attention particulière sur la situation en Afrique, et les réunions communes étaient saisies de ses conclusions et recommandations³. Le système des Nations Unies avait pour tâche de définir et de mettre en oeuvre des programmes et des projets précis en vue d'appuyer le redressement de l'Afrique. À cet égard, le Secrétaire général adjoint a souligné que les efforts accomplis actuellement par le système des Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble étaient sans

/...

commune mesure avec l'ampleur des problèmes auxquels était confrontée l'Afrique. Il fallait un engagement beaucoup plus ferme et des ressources beaucoup plus importantes, tant aux niveaux national qu'international, pour surmonter la crise de l'Afrique.

8. Lançant un appel afin que s'instaure un dialogue véritable entre les partenaires du développement en Afrique, le Secrétaire général adjoint a invité les participants aux réunions communes à accorder une attention particulière à la mobilisation des ressources, notamment en ce qui concerne l'accroissement de l'aide publique au développement (APD), la dette, les investissements étrangers directs et la création d'un mécanisme de diversification pour les produits de base africains.

9. Au cours des réunions communes, des déclarations ont été faites par les représentants des pays et des organismes suivants : Égypte, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Chine, Programme des Nations Unies pour le développement, Togo, Fonds des Nations Unies pour la population, Ukraine, Commission économique pour l'Afrique, Allemagne (au nom de l'Union européenne), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Canada, Organisation mondiale de la santé, Roumanie, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Indonésie, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Brésil, Organisation internationale du Travail, Zambie, Organisation météorologique mondiale, États-Unis d'Amérique, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Congo, Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, Japon, Banque mondiale, Sénégal, Fonds monétaire international et Pays-Bas.

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA PRÉSIDENTE

10. Les participants aux réunions communes ont décidé que les conclusions de leurs travaux devaient être présentées par la Présidente sous forme d'un exposé succinct qui est reproduit ci-après.

Les participants aux réunions communes ont tenu un débat approfondi, au cours duquel ils ont examiné la situation critique de l'Afrique. Les membres du CPC et les représentants des organismes du système des Nations Unies ont participé activement aux débats. Ils ont fait part de leurs avis dans un esprit d'ouverture, et procédé à un dialogue et à un échange de vues en toute sincérité.

Le document d'information générale présenté aux réunions communes (E/1994/123), ainsi que le discours d'ouverture de la Présidente et les observations liminaires du Secrétaire général adjoint chargé de la coordination des politiques et du développement durable, ont été accueillis avec satisfaction. Au cours de leurs interventions, des membres du CPC ont examiné une série de questions ayant trait au redressement économique et au développement de l'Afrique, et abordé les problèmes essentiels qui se posent en matière de mobilisation et d'allocation de ressources et de coordination interinstitutions, en particulier aux niveaux national et régional; ils ont également précisé qu'il était nécessaire d'établir une collaboration entre les organisations régionales et le système des Nations Unies, ainsi

/...

qu'entre les institutions de Bretton Woods et d'autres organismes du système.

Dans leurs déclarations, des représentants des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies ont pris en considération plusieurs des questions soulevées par les membres du CPC et informé les participants des politiques et stratégies que leurs organisations mettaient en oeuvre en vue d'appuyer le développement de l'Afrique dans leurs domaines de compétence respectifs, ainsi que des mesures qu'elles prenaient en ce sens pour renforcer la coordination interinstitutions et établir une collaboration avec des institutions multilatérales et bilatérales, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres protagonistes du développement.

Conclusions

À l'issue des débats, on est parvenu aux conclusions générales suivantes :

a) Les participants aux réunions communes ont accueilli avec satisfaction les conclusions et recommandations relatives au Plan d'action révisé, applicable à l'échelle du système, pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté par le CPC à sa trente-quatrième session (E/1994/123, par. 88), ainsi que les conclusions que le CAC a adoptées à sa deuxième session ordinaire de 1994 (E/1994/123, par. 90);

b) Ils ont appelé les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'application effective du Plan d'action, en étroite collaboration avec les gouvernements africains et les organisations régionales concernées, et en tenant compte des conclusions et recommandations du CPC et du CAC;

c) Ils ont déclaré qu'ils partageaient la vive préoccupation exprimée par le CAC face à la diminution de l'aide publique au développement, et lancé un appel pour que des mesures urgentes soient prises afin d'accroître les flux d'APD vers l'Afrique. Ils sont convenus qu'un engagement beaucoup plus ferme et des ressources beaucoup plus importantes, tant au niveau national qu'international, seraient nécessaires pour faire face à la crise de l'Afrique. Il a également été souligné que des ressources suffisantes devraient être allouées aux organisations du système des Nations Unies pour qu'elles mettent en oeuvre efficacement le Plan d'action révisé, applicable à l'échelle du système;

d) Il a été admis qu'une réduction notable du fardeau de la dette extérieure était essentielle pour permettre aux pays d'Afrique de retrouver une croissance et un développement soutenus. Une assistance internationale devait être apportée aux pays d'Afrique pour leur permettre de bénéficier pleinement des mesures adoptées à l'issue

des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et d'en minimiser les incidences négatives à court terme;

e) On a souligné l'importance de la diversification, de même que la nécessité d'appuyer, sur le plan international, les efforts que déploient les pays d'Afrique en vue de diversifier leurs économies, notamment en facilitant leur accès aux marchés; l'accent a également été mis sur la nécessité de créer un mécanisme de diversification;

f) Une bonne gestion des affaires publiques, notamment l'obligation de rendre compte et la transparence, l'adoption d'une orientation macro-économique rationnelle et stable et de politiques de réforme et d'ajustement structurel cohérentes et efficaces, intégrant la dimension sociale, la création de conditions favorables à un développement orienté vers le marché et les investissements étrangers directs, étaient également indispensables si l'on voulait réussir;

g) La nécessité de parvenir à une sécurité alimentaire de base et de développer les secteurs alimentaire et agricole a été soulignée. Il était essentiel de surmonter les contraintes structurelles inhérentes aux pratiques agricoles actuelles, d'améliorer la gestion des ressources en eau, d'accroître l'irrigation des terres arables et d'appliquer des techniques scientifiques à la production agricole;

h) Il a été noté que l'industrialisation, qui était essentielle pour diversifier la production et créer des emplois, compte tenu en particulier de l'accroissement rapide de la population urbaine, nécessitait l'adoption de mesures visant à créer un environnement favorable à l'investissement privé;

i) On a souligné l'importance de la lutte contre la dégradation de l'environnement et la nécessité de faire face à ses conséquences néfastes pour le développement à long terme; un appel a été lancé en vue d'améliorer et de renforcer les capacités nationales propres à assurer une gestion écologiquement saine des ressources naturelles;

j) Il a été noté que la construction d'établissements humains et d'un système de transports et de communications moderne – facteurs essentiels pour surmonter les obstacles logistiques au développement – exigeait une approche régionale et des investissements à long terme;

k) La mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des capacités ont été jugés essentiels au succès dans tous les domaines d'action. À cette fin, l'accent devait être mis sur une alimentation appropriée, une politique et une stratégie globales en matière de santé, notamment pour la lutte contre les maladies endémiques, l'éducation pour tous et l'acquisition de compétences au niveau moyen et élevé et l'établissement de capacités institutionnelles, ainsi que la création d'emplois. La marée de la croissance démographique doit être endiguée en appliquant des stratégies et des méthodes de planification de la famille visant à améliorer la condition de la femme dans la société;

l) Un appel unanime a été lancé en faveur d'une coordination renforcée et effective entre les organisations du système des Nations Unies, en particulier sur le terrain, afin de faire en sorte que les programmes et les projets soient exécutés efficacement et qu'ils aient un impact optimal. Un appel a également été lancé afin d'utiliser pleinement des instruments de coordination tels que le système du Coordonnateur résident, les notes sur la stratégie par pays, l'approche-programme, l'exécution nationale et les commissions extérieures. Il a été suggéré que la coopération et le partenariat avec des organisations régionales telles que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) devraient être renforcés; dans ce contexte, le rôle de coordination de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) au niveau régional a été souligné. Par ailleurs, des réunions régulières des coordonnateurs résidents avec la CEA et l'OUA pourraient renforcer la coordination sur le terrain;

m) Les participants aux réunions communes ont fait valoir qu'il était nécessaire d'améliorer l'image de l'Afrique et de mettre l'accent sur les succès qui y avaient été remportés.

Notes

¹ En ce qui concerne les conclusions et recommandations du CPC sur la question, voir E/1994/123, par. 88.

² Résolution 46/151 de l'Assemblée générale, annexe, sect. II.

³ Voir E/1994/123, par. 89 et 90.
